



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

PROJET DE LOI DE FINANCES 2018

**DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE
ET ÉCONOMIQUE PLURIANNUELLE 2018-2020**

Avril 2017

Ang

SOMMAIRE

Liste des graphiques	iii
Synthèse.....	iv
Introduction	1
Partie 1 : Situation économique et financière sur la période 2014-2017.....	2
Chapitre I : Situation économique sur la période 2014-2017	2
I. Aperçu sur la situation économique de 2014 à 2016	2
II. Retour sur les prévisions de croissance de 2017	6
Chapitre II : Situation financière sur la période 2014-2017	9
I. Opérations financières de l'Etat de 2014 à 2016.....	9
II. Prévision des opérations financières de l'Etat pour 2017	11
III. Situation financière des entreprises publiques sur la période 2014-2017	13
IV. Situation des finances locales de 2014 à 2017.....	16
V. Situation de la sécurité sociale de 2014 à 2017.....	16
Partie 2 : Perspectives économiques et financières 2018-2020	20
Chapitre I : Perspectives de croissance au Bénin 2018-2020.....	20
I. Orientations économiques du budget de l'Etat 2018	20
II. Cadrage macroéconomique à moyen terme 2018-2020.....	21
III. Analyse de risques	25
Chapitre II : Perspectives financières 2018-2020	27
I. Opérations financières de l'Etat pour 2018-2020.....	27
II. Situation financière des entreprises publiques sur la période 2018-2020	29
III. Perspectives des finances locales sur la période 2018-2020	30
IV. Perspectives en matière de sécurité sociale sur la période 2018-2020.....	31
V. Stratégie d'endettement sur la période 2018-2020	35
Conclusion	36

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Quelques indicateurs de l'environnement international de 2014 à 2017	3
Tableau 2 : Croissances sectorielles en 2017.....	7
Tableau 3 : Tableau d'équilibre de la Loi de Finances 2017 (en millions FCFA)	11
Tableau 4 : Prévisions FMI 2017 (en millions FCFA)	13
Tableau 5 : Principales hypothèses de base et résultats du cadrage macroéconomique 2018-2020	24
Tableau 6 : Tableau d'équilibre prévisionnel du budget 2018-2020.....	28
Tableau 7 : Ratios clés des finances publiques sur la période 2018-2020 (% du PIB sauf indication contraire)	29
Tableau 8 : Evolution des recettes et des dépenses totales des communes de 2017 à 2020 (en milliards FCFA).....	31
Tableau 9 : Evolution prévisionnelle des produits et charges de la CNSS de 2018 à 2020	32

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Poids moyens et contributions moyennes à la croissance de 2014 à 2016.....	4
Graphique 2 : Evolution du taux d'inflation de 2006 à 2016	5
Graphique 3: Evolution des taux d'investissement de 2011 à 2016.....	6
Graphique 4 : Réalisation financière du PIP par grand secteur entre 2014 et 2016	10
Graphique 5 : Contributions et subventions des entreprises publiques (en milliards FCFA).....	15
Graphique 6 : Contributions et subventions des offices d'Etat (en milliards FCFA).....	15
Graphique 7 : Evolution des effectifs des assurés et des employeurs affiliés à la CNSS de 2014 à 2017	16
Graphique 8 : Part contributive moyenne des différents produits de la CNSS, 2014-2016.....	17
Graphique 9 : Part contributive moyenne des différentes charges de la CNSS, 2014-2016.....	17
Graphique 10 : Evolution des produits et charges de la CNSS de 2014 à 2017	18
Graphique 11 : Part contributive moyenne des différentes dépenses du FNRB, 2014-2016.....	18
Graphique 12 : Part contributive moyenne des différentes recettes du FNRB, 2014-2016.....	18
Graphique 13 : Evolution des recettes et dépenses du FNRB de 2014 à 2017.....	19
Graphique 14: Evolution du taux de croissance économique de 2016 à 2020	22
Graphique 15 : Evolution des recettes et dépenses du FNRB sur la période 2017-2019	33

SYNTHESE

L'économie mondiale a été marquée, ces trois dernières années, par une décélération de la croissance. Le taux de croissance est en effet estimé à 3,1% en 2016 contre 3,2% en 2015 et 3,4% en 2014, du fait notamment des performances peu reluisantes enregistrées aussi bien dans les pays avancés que dans ceux émergents et en développement.

Dans la sous-région, la robustesse économique des pays membres de l'UEMOA, qui affichent un taux de croissance de 6,8% en 2016, contraste avec les difficultés du Nigéria, qui a connu une récession (-1,5%) cette même année.

Au plan national, le taux de croissance s'est établi en moyenne à 4,1% sur la période 2014-2016, avec un taux d'inflation globalement contenu dans la norme communautaire de 3% prescrite par l'UEMOA. Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire, dons compris, s'est affiché en moyenne à 5,4% du PIB au-dessus de la norme de 3% définie dans le pacte de convergence de l'UEMOA, en raison principalement du niveau de 7,9% du PIB atteint en 2015. Le déficit structurel de la balance commerciale s'est confirmé en s'affichant

en moyenne à 6,7% du PIB sur la période sous revue. Il en est de même du solde courant qui est ressorti en moyenne à -8,4% du PIB. La situation monétaire sur la période 2014-2016 est marquée par une consolidation des Avoirs Extérieurs Nets, en hausse de 0,4%, une augmentation de 5,4% du crédit à l'économie et une situation débitrice de la Position Nette du Gouvernement. En somme, la masse monétaire s'inscrirait en hausse de 12,5% pour s'établir à 2280,4 milliards FCFA en 2016 contre 2027,0 milliards FCFA en 2014.

En perspective, en lien avec l'option faite par le Gouvernement d'insuffler une dynamique nouvelle à l'économie à travers son Programme d'Actions, l'économie devrait enregistrer une nette remontée. Ainsi, le taux de croissance s'afficherait à 5,4% en 2017 et 6,0% en 2018, dans un contexte non inflationniste.

Au niveau des finances publiques, la tendance serait également favorable. Les recettes du budget général s'afficheraient à 1027,1 milliards FCFA en 2018 tandis que les dépenses se situeraient à 1328,6 milliards FCFA.

Ainsi, le déficit budgétaire, dons compris, s'afficherait à 4,0% du PIB en 2018, porté essentiellement par des

investissements structurants.

Pour ce qui concerne spécifiquement le Programme d'Investissement Public (PIP), l'enveloppe s'élèverait à 425,3 milliards FCFA en 2018 et serait prioritairement affectée aux secteurs productifs.

Du côté des entreprises et offices d'Etat, leur situation financière, marquée jusqu'à une période récente par une prépondérance des subventions publiques, devrait afficher une amélioration en lien avec le renforcement du contrôle de l'Etat et l'obligation de résultat désormais faite aux dirigeants.

S'agissant des collectivités locales, aussi bien les recettes que les dépenses devraient enregistrer une hausse sur la période 2018-2020. Cette hausse anticipée des recettes est imputable à l'accroissement des transferts au profit des communes et à l'amélioration des activités économiques au niveau local, suite aux investissements prévus par l'Etat.

Au niveau de la sécurité sociale, les perspectives sont également favorables à moyen terme. Les réformes en cours à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) permettraient de consolider sa situation financière déjà confortable. Au Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB), le déficit budgétaire devrait se

résorber progressivement, tirant profit de la mise en exécution de la loi n°2015-19 du 16 août 2016 modifiant et complétant la loi 86-014 du 26 septembre 1986 portant code des pensions civiles et militaires de retraite.

L'ensemble de la politique économique sur la période 2018-2020 sera soutenu par une stratégie d'endettement rigoureuse, orientée vers le maintien de la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.

INTRODUCTION

Le Budget de l'Etat est un important instrument de politique économique et sociale du Gouvernement. Il constitue ainsi l'expression chiffrée de la stratégie de développement socio-économique du pays.

Son élaboration nécessite de disposer d'un calendrier rigoureux de pilotage du processus budgétaire. Ainsi, en amont du processus, elle implique des choix stratégiques avec comme point d'ancrage : i) des données récentes sur la conjoncture nationale et sous régionale ; ii) l'évolution actuelle et future de la conjoncture internationale.

En conformité avec la Loi Organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux Lois de Finances (LOLF), les options stratégiques retenues par le Gouvernement pour la gestion 2018 feront l'objet d'un débat d'orientation à l'Assemblée Nationale. Ce débat participe du renforcement des pouvoirs de contrôle de l'institution parlementaire afin d'améliorer l'information de cette dernière sur l'évolution des finances publiques à moyen terme.

Dans ce cadre, il est prévu que le Gouvernement présente, au plus tard le 30 juin 2017, les documents budgétaires pluriannuels, à savoir : le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP), document principal, et les Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD).

Ces documents offrent aux parlementaires une première estimation de l'évolution de la situation budgétaire et des besoins de crédits du Gouvernement avant les discussions sur le projet de loi de finances 2018.

Le présent document satisfait cette exigence de la LOLF. Il décrit l'évolution de la conjoncture économique et financière récente ainsi que les perspectives économiques compatibles avec l'orientation globale retenue pour les trois (03) prochaines années.

Il s'articule autour de deux grandes parties. La première présente la situation économique et financière sur la période 2014-2017 et la seconde met l'accent sur les perspectives économiques et financières à moyen terme (2018-2020).

PARTIE 1 : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE SUR LA PERIODE 2014-2017

Cette partie présente la situation économique et financière nationale sur les trois (03) dernières années après un bref aperçu de l'environnement économique aux plans international et sous régional.

CHAPITRE I : SITUATION ECONOMIQUE SUR LA PERIODE 2014-2017

I. APERÇU SUR LA SITUATION ECONOMIQUE DE 2014 A 2016

La situation économique mondiale a été marquée, au cours des trois dernières années, par une décélération de la croissance. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale s'établirait à 3,1% en 2016 contre 3,2% en 2015 et 3,4% en 2014.

Le résultat enregistré en 2016 est le fait d'un ralentissement de l'activité dans les pays avancés et d'une stagnation dans les pays émergents. Les pays avancés ont, en effet, pâti d'une croissance plus faible que prévue aux Etats-Unis au cours du premier semestre de l'année et du vote du Brexit au Royaume-Uni. Dans les pays émergents et en développement, le fléchissement enregistré en Chine, la contraction de la croissance nigériane et les sécheresses inhabituelles dans les parties orientale et australe de l'Afrique ont pesé sur la performance globale.

Pour 2017, les perspectives tablent sur une remontée de la croissance qui ressortirait à 3,5%. Elles se fondent, entre autres, sur les hypothèses d'un raffermissement des cours du pétrole après l'accord entre les pays membres de l'OPEP et plusieurs autres grands producteurs pour limiter l'offre, ainsi que d'une relance budgétaire aux Etats-Unis.

Au plan sous régional, une légère amélioration de la croissance économique est enregistrée au sein de l'UEMOA. Le taux de croissance économique de la zone s'est affiché à 6,8% en 2016 contre 6,6% en 2015. Cette accélération de la croissance s'est réalisée dans un contexte non inflationniste, avec un taux d'inflation de 0,3% en 2016 contre 1,0% en 2015, en lien avec la bonne production céréalière dans plusieurs Etats membres et la baisse des prix du carburant.

Tableau 1: Quelques indicateurs de l'environnement international de 2014 à 2017

	2014	2015	2016	2017 ^{proj}
Taux de croissance				
Pays développés	1,9	2,1	1,7	2,0
Pays émergents et en développement	4,6	4,1	4,1	4,5
Afrique Subsaharienne	5,1	3,4	1,4	2,6
UEMOA	6,5	6,6	6,8	7,3
Nigeria	6,3	2,7	-1,5	0,8
Monde	3,4	3,2	3,1	3,5
Taux d'inflation				
Pays développés	1,4	0,3	0,8	1,7
Pays émergents et en développement	4,7	4,7	4,4	4,5
Afrique Subsaharienne	6,3	7,0	11,4	10,7
Nigeria	8,0	9,0	15,7	17,4
UEMOA	-0,1	1,0	0,4	1,5
Matières Premières				
Coton (\$/kg))	1,83	1,55	1,64	1,85
Pétrole (\$/baril)	96,2	50,8	42,8	55,0
Riz (\$/mt)	422,8	386,0	396,2	385
Taux de change				
Euro/Dollar	1,33	1,12	1,08	1,05
Dollars/FCFA	494,55	591,61	587,85	-
Yen/FCFA	5,07	4,89	5,43	-
Naira/FCFA	3,26	3,18	2,69	-

Source : FMI-Banque Mondiale, Banque de France, BCEAO, avril 2017

Au plan national, sur la période 2014-2016, le taux de croissance économique s'établirait¹ en moyenne à 4,1%. Spécifiquement pour 2016, sur la base des indicateurs de conjoncture disponibles et en attendant les chiffres provisoires de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE), le taux de croissance économique pourrait s'établir à 4,0%, tirée principalement par les bonnes performances du secteur agricole.

Dans le secteur primaire, la valeur ajoutée afficherait une progression moyenne de 2,4% et une contribution à la croissance de 0,5%. Cette évolution moyenne cache toutefois la bonne performance enregistrée en 2016 notamment une amélioration de la valeur ajoutée de 9,1% avec pour conséquence, une contribution à la croissance de 1,8%. Ce rebond de la valeur ajoutée du secteur primaire en 2016 est imputable à une pluviométrie particulièrement favorable, à une amélioration des emblavures aussi bien pour les cultures vivrières que pour le coton² et à la mise en place satisfaisante des engrais.

¹ Le conditionnel est utilisé dans cette partie parce que les chiffres sont encore provisoires.

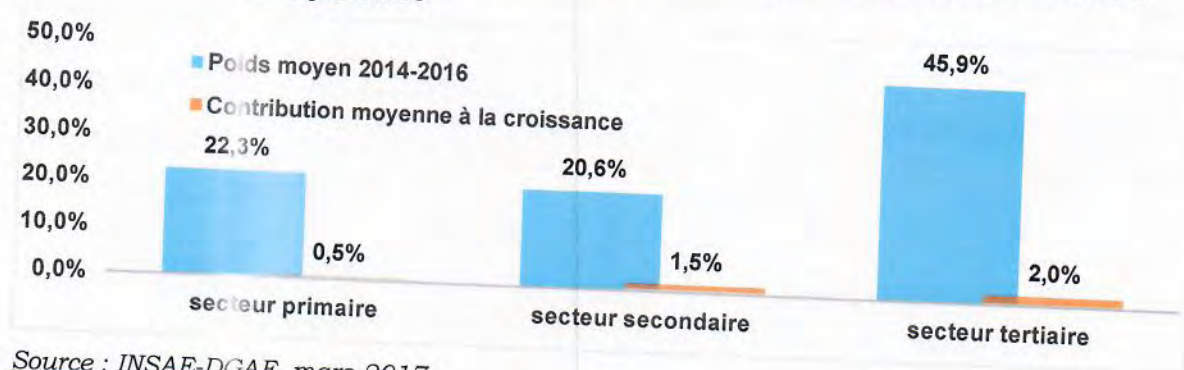
² A la date du 20 avril 2017, 402.715,97 tonnes de coton ont été enlevées des champs. On estime à 30.178 tonnes de coton la quantité encore à convoier vers les usines d'égrenage. Ce chiffre est provisoire. Elle affiche un net dépassement par rapport à l'hypothèse de 350.000 tonnes initialement faite pour cette campagne. Il s'agirait d'une production record dans l'histoire du Bénin.

Partie 1 : Situation Economique et Financière sur la période 2014-2017

Dans le secteur secondaire, la valeur ajoutée progresserait en moyenne à 7,2% sur la période 2014-2016 avec une contribution à la croissance de 1,5%. Cette performance est portée par les effets induits de la bonne campagne cotonnière 2014-2015 (+28,0%) sur l'activité d'égrenage en 2015. Toutefois, le secteur afficherait un ralentissement en 2016, causé par la perte de compétitivité-prix des produits manufacturés face à la baisse de la valeur de la monnaie nigériane, le fléchissement dans le secteur des BTP et la baisse de l'activité d'égrenage en lien avec la contreperformance de la filière coton en 2015 (-31,6%).

Dans le secteur tertiaire, la valeur ajoutée a affiché en moyenne une hausse de 4,5% et une contribution à la croissance de 2,0%. L'évolution de la valeur ajoutée dans le secteur des services aurait été meilleure n'eût été le ralentissement enregistré dans le secteur en 2016, en liaison avec les effets des périodes électorales au Nigéria et au Bénin, la morosité économique au Nigéria et la dépréciation du naïra par rapport au FCFA, conséquence de la baisse du cours du pétrole.

Graphique 1 : Poids moyens et contribution moyenne à la croissance de 2014 à 2016



Source : INSAE-DGAE, mars 2017

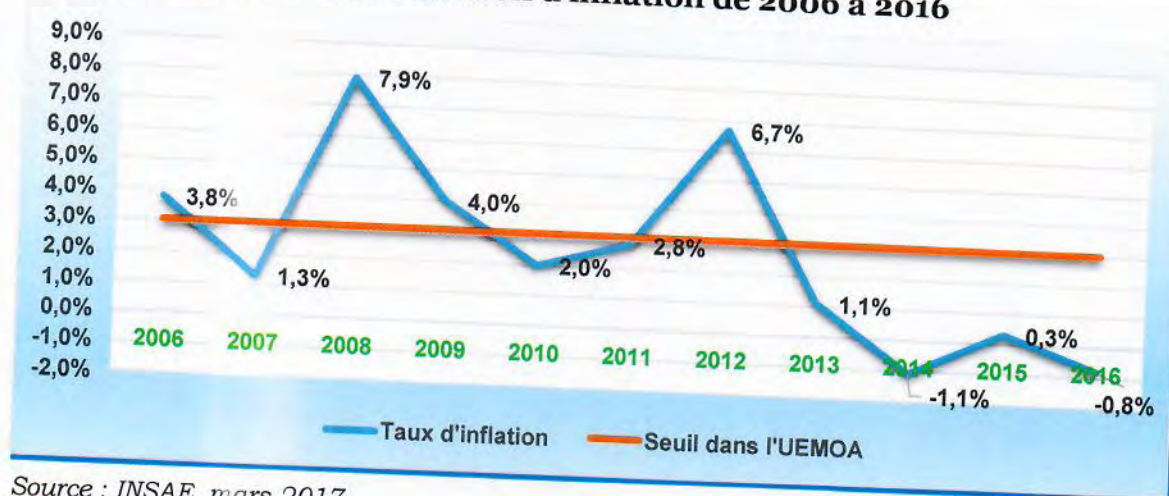
Du côté des emplois, la consommation, principale composante de la demande (plus de 80% du PIB), afficherait une progression moyenne de 3,1%, tirée par l'amélioration des revenus générés par les activités économiques et les différents transferts au profit des ménages.

Les investissements, essentiellement portés par la formation brute de capital fixe (FBCF), enregistreraient une hausse moyenne de 1,9%, tirée par la bonne remontée de l'année 2014 en raison, entre autres, des travaux d'exploration pétrolière et de ceux entrant dans le cadre de la mise en service de la Nouvelle Cimenterie du Bénin (NOCIBE). En moyenne sur la période 2014-2016, le taux d'investissement ressortirait à 26,4%.

Partie 1 : Situation Economique et Financière sur la période 2014-2017

Au niveau des prix, le Bénin a enregistré pour la deuxième fois en trois ans un taux d'inflation négatif. En effet, le taux d'inflation pour l'année 2016 s'est établi à -0,8% contre 0,3% en 2015 et -1,1% en 2014. Cette contraction du niveau général des prix par rapport à 2015 est imputable à la baisse des prix des produits pétroliers, conjuguée avec la dépréciation du Naira et la bonne performance du secteur agricole en 2016. Globalement, l'inflation a été contenue dans la limite des 3,0% fixée dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des Etats membres de l'UEMOA.

Graphique 2 : Evolution du taux d'inflation de 2006 à 2016

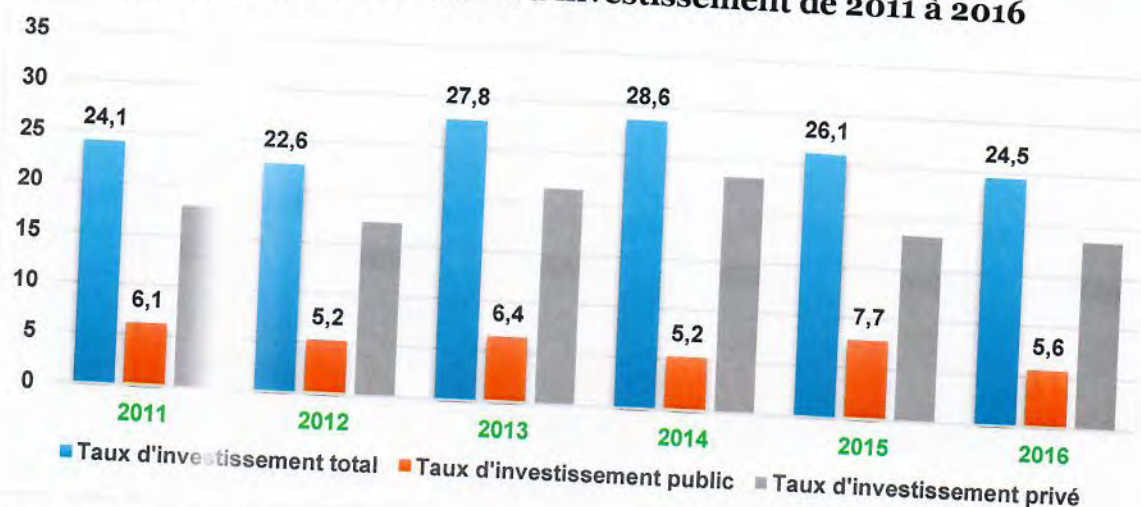


Source : INSAE, mars 2017

Au niveau du commerce extérieur, le déficit structurel de la balance commerciale s'est confirmé en s'affichant en moyenne à 6,7% du PIB sur la période sous revue. Il en est de même du solde courant qui est resté déficitaire sur toute la période avec une moyenne de -8,4% du PIB, malgré une bonne tenue des transferts courants, publics et privés, par rapport aux années antérieures.

Somme toute, le déficit global de la balance des paiements a été couvert sur la période par l'afflux de capitaux étrangers publics et privés. Il en a résulté un excédent du solde global qui s'est établi en moyenne à 1,3% du PIB sur la période.

Graphique 3: Evolution des taux d'investissement de 2011 à 2016



Source: INSAE et DGAE, mars 2017

Au **plan monétaire**, la situation sur la période 2014-2016 est marquée par : (i) une consolidation des Avoirs Extérieurs Nets (AEN) qui enregistrent une hausse de 0,4%, en s'établissant à 1064,7 milliards FCFA en 2016 ; (ii) une augmentation de 1,8% des crédits à l'économie, traduisant les efforts de financement des ménages et des entreprises par le système bancaire ; (iii) une situation débitrice de la Position Nette du Gouvernement (PNG) qui s'établirait à 26,3 milliards FCFA en 2016 contre une situation créditrice de -113,0 milliards FCFA en 2014, reflétant la progression des dettes de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

En somme, la masse monétaire s'inscrirait en hausse de 7,8% pour s'établir à 2184,7 milliards FCFA en 2016 contre 2027,0 milliards FCFA en 2014.

II. RETOUR SUR LES PREVISIONS DE CROISSANCE DE 2017

Au regard de la situation de l'économie en 2016 et au premier trimestre 2017 ainsi que son évolution prévisible pour le reste de l'année, le taux de croissance pour l'année 2017 se situerait entre **5,4%** et **6,0%**³.

Cette prévision de croissance, qui marque une accélération par rapport à 2016, sera portée par :

- la hausse de la production agricole, en lien avec la poursuite de la mise en place des semences améliorées et des intrants de bonne qualité ;

³ Le scénario de référence de la Loi de Finances 2017 a tablé sur 6,0% pour 2017. Voir la description des scénarii à la page 22.

Partie 1 : Situation Economique et Financière sur la période 2014-2017

- la hausse de la production de coton pour la campagne 2017/2018 ;
- la hausse de l'activité d'égrenage, en lien avec l'augmentation de la production de coton au cours de la campagne 2016/2017 ;
- la bonne tenue de la transformation artisanale des produits agricoles, en raison de la hausse anticipée dans le secteur agricole ;
- le dynamisme du secteur des BTP en lien avec la hausse prévisionnelle des investissements publics portée par l'ouverture des chantiers de construction d'infrastructures socio-économiques prévues au Programme d'Actions du Gouvernement (routes, logements sociaux, etc.) ;
- l'amélioration de l'offre d'énergie électrique, imputable à court terme à la réhabilitation des capacités de production existantes ;
- la hausse du trafic au Port de Cotonou, soutenue par l'amélioration de la conjoncture aux plans international et sous régional et par la fin des travaux confortatifs du deuxième quai construit sur financement du 1^{er} Compact du Millenium Challenge Account (MCA) ;
- le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Tableau 2 : Croissances sectorielles en 2017

	Moy 2014-2016	2016	2017	
			initial	révisé
Secteur Primaire	2,4	9,1	6,6	5,0
Agriculture	3,1	12,5	7,9	5,8
Elevage	-0,1	0,3	3,5	3,5
Pêche, sylviculture et exploitation forestière	2,4	2,0	2,5	2,5
Secteur secondaire	7,2	4,5	7,0	7,6
Activités extractives	-152,0	2,8	3,0	4,5
Industries Agro-alimentaires	5,8	8,2	6,5	5,2
Autres Industries manufacturières	11,3	3,8	6,3	9,0
Electricité et eau	0,1	2,5	5,6	5,6
BTP	6,0	2,0	8,2	9,0
Secteur Tertiaire	4,5	3,6	5,5	4,6
Commerce, restaurants et hôtels	1,9	2,7	4,5	3,5
Transports, postes et télécommunications	2,3	2,8	5,4	8,3
Banques et autres institutions financières	21,8	8,5	10,2	9,2
Administration publique et sécurité sociale	7,3	3,8	5,9	3,2
Education	7,0	3,8	6,3	3,0

Partie 1 : Situation Economique et Financière sur la période 2014-2017

	Moy 2014-2016	2016	2017	
			initial	révisé
Santé et action sociale	11,6	3,8	6,5	3,0
Autres services	1,1	3,4	5,5	3,8
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)	14,4	8,0	9,9	9,5
Impôts et Taxes nettes de subventions	1,6	-3,0	5,0	5,0
Total PIB	4,1	4,0	6,0	5,4

Source : INSAE-DGAE, avril 2017

Du côté de la balance des paiements, le déficit structurel du solde des transactions courantes devrait davantage se dégrader en se situant à 8,7% du PIB en 2017 contre 7,2% du PIB un an plus tôt. Les exportations s'afficheraient à 17,6% du PIB contre 15,8% du PIB en 2016 tandis que les importations s'établiraient à 25,4% du PIB en 2017 contre 22,5% du PIB en 2016. Le déficit de la balance des transactions courantes sera partiellement couvert par l'afflux de capitaux étrangers. Au total, le déficit global de la balance des paiements enregistrerait une amélioration en s'affichant à -1,3% du PIB contre -1,6% du PIB en 2016.

Quant à la situation monétaire en 2017, elle serait marquée par une progression de la masse monétaire de l'ordre de 5,7% par rapport à son niveau en 2016. Cette hausse de la masse monétaire serait essentiellement soutenue par le crédit intérieur, traduisant ainsi les espoirs portés sur le système bancaire dans le financement de l'économie en 2017.

CHAPITRE II : SITUATION FINANCIERE SUR LA PERIODE 2014-2017

I. OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT DE 2014 A 2016

Sur la période 2014-2016, les opérations financières de l'Etat ont été marquées par une baisse des recettes et un léger accroissement des dépenses.

Les recettes douanières ont enregistré une baisse tendancielle de 20,3% sur la période, passant de 362,1 milliards FCFA en 2014 à 288,5 milliards FCFA en 2016. La baisse des recettes douanières est principalement due à la diminution des ressources mobilisées sur les activités d'escorte ainsi que le recul de l'importation des principaux produits pourvoyeurs⁴ de recettes au cordon douanier. Cette situation est imputable au ralentissement de l'activité économique au Nigéria, du fait de : i) l'effondrement des cours du pétrole ; ii) la hausse du cours du dollar, couplée avec la baisse du cours du naira, avec pour corollaire la réduction du pouvoir d'achat des opérateurs économiques nigériens qui fréquentent le Port de Cotonou ; et iii) le durcissement par le Nigéria des mesures d'interdiction des importations par voie terrestre de certains produits pourvoyeurs de recettes.

S'agissant des recettes de l'administration des Impôts, elles ont connu une progression de 4,0% pour s'établir à 352,6 milliards FCFA en 2016. L'amélioration des recettes des Impôts est liée, entre autres, (i) au renforcement des contrôles fiscaux et à l'intensification des actions de recouvrement sur toute l'étendue du territoire national ; (ii) à l'assainissement du fichier des contribuables de la Direction des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises ; (iii) à la lutte contre la fraude fiscale en collaboration avec la Douane.

En ce qui concerne les recettes non fiscales recouvrées par le Trésor Public, elles ont enregistré une hausse de 41,8% pour s'afficher à 67,3 milliards FCFA en 2016, tirée par : i) le recouvrement de la taxe à l'embarquement et des redevances GSM respectivement à hauteur de 121,3% et 104,8% des prévisions ; ii) les produits des services intermédiaires de recettes ; et iii) les recettes exceptionnelles constituées de pénalités, de reliquats, de produits des dossiers d'appel d'offres et de droits de licence sur les fournisseurs d'accès internet pour un montant de 15,6 milliards FCFA.

⁴ Le riz, la volaille, l'huile végétale, le poisson, les friperies, le tissu, le ciment, le savon, le fer à béton, la farine de blé

Partie 1 : Situation Economique et Financière sur la période 2014-2017

Les dépenses publiques (hors prêts nets) ont connu une hausse de 17,9% par rapport à 2014 pour se situer à 1080,7 milliards de FCFA. Elles sont tirées aussi bien par les dépenses courantes que par les dépenses d'investissement.

Les dépenses de personnel ont enregistré un accroissement de 11,5% pour s'afficher à 343,4 milliards FCFA en 2015 et à 353,8 milliards en 2016. Rapportées aux recettes fiscales, elles s'affichent à 55,2% en 2016 contre 45,3% en 2014, au-dessus de la norme communautaire de 35%.

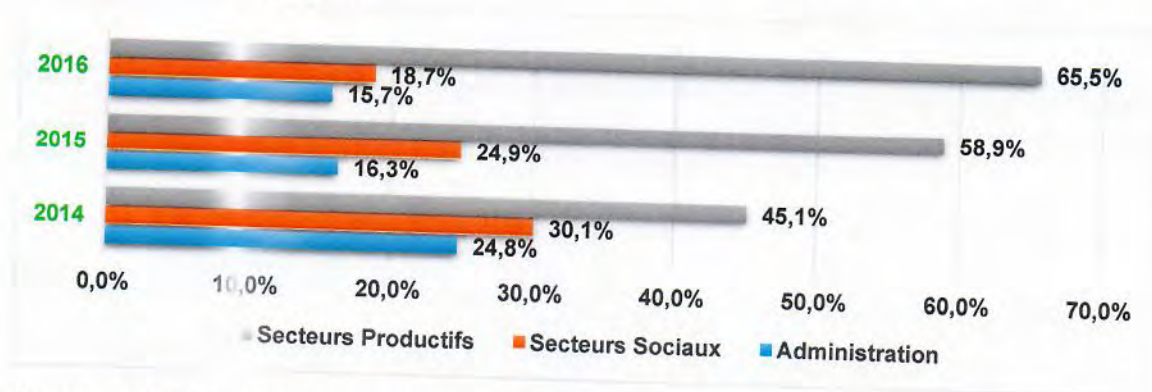
S'agissant des dépenses de transfert, elles se sont établies à 185,5 milliards FCFA en 2016 contre 146,4 milliards FCFA en 2014, soit une augmentation de 26,7%.

Les dépenses en capital ont également connu une progression de 20,0% entre 2014 et 2016, en lien avec la construction de diverses infrastructures socio-économiques.

Le montant du Programme d'Investissement Public (PIP) est ressorti à 168,9 milliards FCFA en 2016 contre 203,0 milliards FCFA en 2014, soit une baisse de 16,8%.

L'analyse de la structure de répartition du PIP par secteur montre toutefois une progression de la part du secteur productif. En moyenne sur la période 2014-2016, le secteur productif a représenté 56,5% du PIP contre 24,6% pour les secteurs sociaux et 18,9% pour l'administration.

Graphique 4 : Réalisation financière du PIP par grand secteur entre 2014 et 2016



Source : DGPSIP/MPD, Avril 2017

Au total, le déficit budgétaire, hors dons, s'est affiché à 6,7% du PIB en 2016 contre 2,8% du PIB en 2014 et 8,6% du PIB en 2015. Ce déficit est financé dans une large proportion par des dons, prêts projets et appuis budgétaires. Le reste a été comblé par les émissions de titres publics sur le marché financier régional.

Partie 1 : Situation Economique et Financière sur la période 2014-2017

Ainsi, l'encours de la dette publique s'est situé à 2513,1 milliards en 2016 contre 1461,9 milliards en 2014. En pourcentage du PIB, la dette publique représente 49,5% en 2016 contre 30,5% en 2014, maintenant le ratio au-dessous de la norme communautaire de 70%.

II. PREVISION DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT POUR 2017

a. Rappel de la Loi de Finances 2017

La Loi de finances 2017 est équilibrée en ressources et en emplois à la somme de 2010,6 milliards FCFA, en hausse de 41,2% par rapport à la Loi de Finances Rectificative de 2016. Elle est principalement portée par les dépenses en capital qui s'établissent à 808,3 milliards FCFA contre 280,9 milliards FCFA en 2016, soit une hausse d'environ 188,0%. Le tableau d'équilibre de la Loi de Finances 2017 est rappelé dans le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3 : Tableau d'équilibre de la Loi de Finances 2017 (en millions FCFA)

OPERATIONS BUDGETAIRES				
OPERATIONS	RESSOURCES		CHARGES	
	2016	2017	2016	2017
BUDGET GENERAL	948 519	1 007 725	1 140 346	1 697 986
Recettes Totales du Budget général	871 688	920 139		
Dépenses du Budget Général			1 026 632	1 569 442
Dont dépenses en capital			280 914	808 317
Budget annexe et autres budgets	33 177	33 100	70 060	74 058
Comptes d'affectation spéciale	43 654	54 486	43 654	54 486
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL			-191 827	-690 261
SOLDE BUDGÉTAIRE HORS PIP			26 976	118 056
OPERATIONS DE TRESORERIE				
BESOIN DE FINANCEMENT			474 968	1 002 861
Charges de Trésorerie			283 141	312 600
Solde budgétaire global			191 827	690 261
RESSOURCES DE FINANCEMENT	474 968	1 002 861		
Produit des cessions d'actifs	0	0		
Emission de dettes à moyen et long terme	122 970	285 300		
Remboursement de prêts et d'avance du Trésor	18 898	947		
Variation des dépôts des correspondants du Trésor	0	0		
Tirage sur FMI	0	0		
Autres ressources de trésorerie	333 000	716 614		
TOTAL GLOBAL DE LA LOI DES FINANCES	1 423 487	2 010 586	1 423 487	2 010 586

Source : DGB, avril 2017

b. Programme avec le FMI

Au sens où on l'entend traditionnellement, le Bénin n'est pas dans une situation nécessitant une mise sous programme du Fonds Monétaire International (FMI) (difficultés sur sa balance des paiements, niveau de dette insoutenable, etc.).

Bien que le Bénin ne s'inscrive pas dans ce schéma, le Gouvernement a voulu rompre avec la tradition et convenir d'un accord avec le FMI au titre de la Facilité Elargie de Crédit afin de : (i) assurer la célérité des montages financiers ; (ii) démontrer la bonne gouvernance des finances publiques ; (iii) maintenir la confiance de la communauté internationale ; (iv) envoyer des signaux forts aux investisseurs.

Cependant, pour des raisons de principe interne à l'institution, il est difficile d'entrer en Programme avec un déficit budgétaire à deux chiffres. Pour cette raison et afin de permettre des avancées dans les négociations, le programme convenu avec le FMI retient un niveau de dépenses de 1695,4 milliards FCFA, dont 518,5 milliards FCFA pour les dépenses en capital. Ce niveau de dépense affiche une hausse de 85% par rapport à la Loi de Finances Rectificative de 2016.

Toutefois, ces prévisions seront dépassées et atteindraient les niveaux de la Loi de Finance 2017 au cas où les mesures en cours permettraient un niveau de mobilisation adéquat des recettes des régies financières.

Le tableau 4 présente les chiffres convenus avec le FMI au sens du budget. Ils sont présentés au format du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) à ***l'annexe 2***.

Tableau 4 : Prévisions FMI 2017 (en millions FCFA)

	RESSOURCES	Charges
OPERATIONS BUDGETAIRES		
BUDGET GENERAL		
Recettes Totales du Budget général	945 356	1 382 852
Dépenses du Budget Général	860 702	
Dont dépenses en capital		1 257 240
Budget annexe et autres budgets		518 500
Comptes d'affectation spéciale	33 100	74 058
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL	51 554	51 554
SOLDE BUDGETAIRE HORS PIP		-437 496
OPERATIONS DE TRESORERIE		
BESOIN DE FINANCEMENT		81 004
Charges de Trésorerie		750 096
Solde budgétaire global		312 600
RESSOURCES DE FINANCEMENT		437 496
Produit des cessions d'actifs	750 096	
Emission de dettes à moyen et long terme	0	
Remboursement de prêts et d'avance du Trésor	213324	
Variation des dépôts des correspondants du Trésor	947	
Tirage sur FMI	0	
Autres ressources de trésorerie	0	
TOTAL GLOBAL DE LA LOI DES FINANCES	535825	
	1 695 452	1 695 452

Source : DGB, avril 2017.

III. SITUATION FINANCIERE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SUR LA PERIODE 2014-2017

Le portefeuille de l'Etat est composé actuellement de cent-quatre-vingt-neuf (190) entreprises publiques dont : i) vingt-deux (22) sociétés d'Etat régies par la loi n°88-005 du 26 avril 1988 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des entreprises publiques et semi-publiques ; ii) cent-soixante-sept (168) offices, agences et fonds régis par la loi 94-009 du 28 juillet 1994 portant création, organisation et fonctionnement des Offices à caractères social, culturel et scientifique. La liste des sociétés et offices d'Etat est jointe en **annexe 1**.

La situation financière présentée dans cette partie se fonde sur les états financiers certifiés des entreprises au titre des années 2014 et 2015 et sur les budgets de l'exercice 2016. Les données de l'année 2016 sont provisoires. Elles seront confirmées par les états financiers de la même année.

Partie 1 : Situation Economique et Financière sur la période 2014-2017

Sur les cent quatre-vingt-neuf (189) sociétés et offices d'Etat, les états financiers certifiés ne sont disponibles que pour dix-huit (18) sociétés et soixante-treize (73) offices d'Etat. Ces structures sont celles qui transmettent régulièrement leur budget et états financiers au Ministère en charge des finances. Le faible taux de disponibilité des états financiers certifiés est imputable à :

- la non nomination, jusqu'à une période récente, des commissaires aux comptes au profit de plusieurs entreprises et offices d'Etat ;
- la non application, par nombre de structures, de l'obligation légale de soumettre leur budget et états financiers à l'appréciation des services techniques du Ministère en charge des finances dans les délais prescrits par la loi.

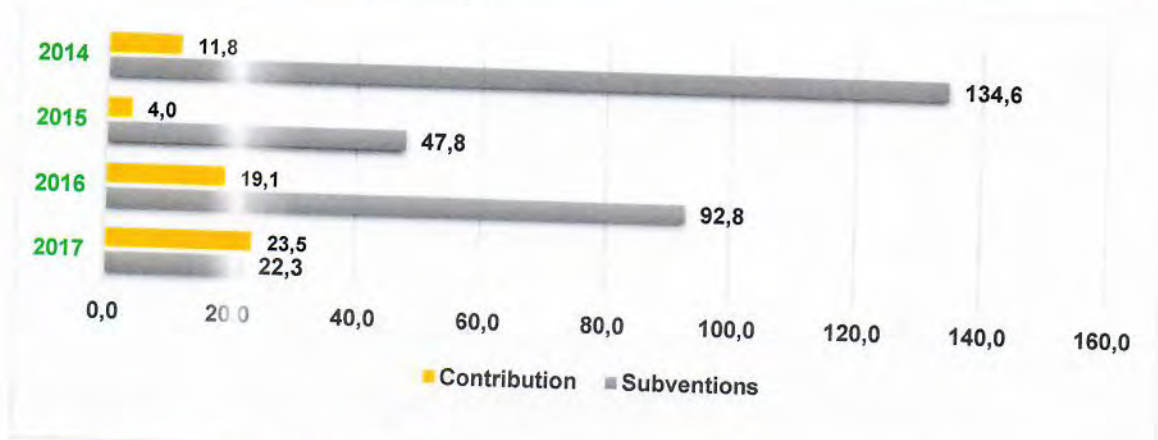
L'analyse de la situation financière des entreprises et offices d'Etat sur la période 2014-2016, à l'instar des années antérieures, montre une prépondérance des subventions par rapport aux faibles contributions au budget de l'Etat.

Ainsi, les subventions accordées aux sociétés d'Etat ressortent à 92,8 milliards FCFA en 2016 avec une contribution au budget (impôts, taxes et dividendes)⁵ de l'ordre de 19,0 milliards FCFA.

Toutefois, les perspectives pour 2017 sont nettement meilleures aux réalisations des trois dernières années. Ainsi, sur la base des informations disponibles à fin avril, les subventions devraient connaître une baisse drastique en 2017 pour ressortir à environ 22,3 milliards FCFA. Les contributions, quant à elles, devraient s'établir à 23,5 milliards FCFA en 2017 contre 19,1 milliards FCFA en 2016, soit une amélioration de 23,7%. Cette amélioration prévue pour 2017 serait le résultat du renforcement du suivi des entreprises publiques par le Ministère de l'Economie et des Finances et l'obligation faite aux dirigeants des entreprises d'améliorer leur gestion au risque de voir le Ministère de l'Economie et des Finances prendre le contrôle de leur entreprise.

⁵ Les impôts et taxes considérés ne prennent pas en considération la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) collectée par les entreprises, l'Impôt Progressif sur les Traitements et Salaires (IPTTS), l'AIB et les retenues de TVA sur les factures des fournisseurs.

Graphique 5 : Contributions et subventions des entreprises publiques (en milliards FCFA)

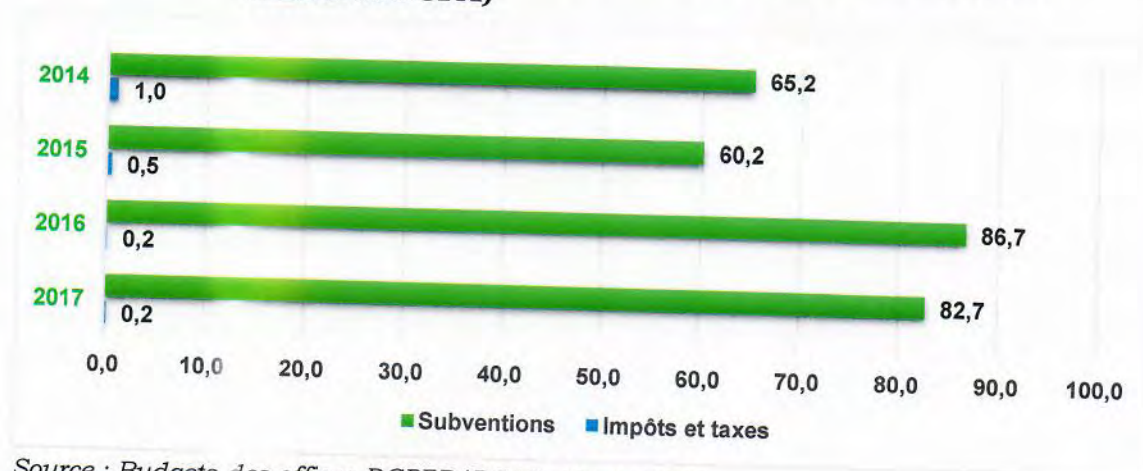


Source : Budgets et états financiers des entreprises DGPED, février 2017

En ce qui concerne les offices d'Etat, leur contribution au budget national est négligeable. S'agissant des subventions dont ils bénéficient, elles se sont établies à 86,7 milliards FCFA en 2016 contre 60,2 milliards FCFA en 2015 et 65,2 milliards FCFA en 2014.

En 2017, elles s'afficheraient à 82,7 milliards FCFA, soit une baisse de 4,7 milliards FCFA. Cette baisse des subventions prévue pour 2017 serait la conséquence d'une meilleure gestion des offices, en particulier une exploitation plus efficace des actifs, un meilleur ciblage des investissements associé à un renforcement du suivi-évaluation.

Graphique 6 : Contributions et subventions des offices d'Etat (en milliards FCFA)



Source : Budgets des offices DGPED/DGAE, février 2017

IV. SITUATION DES FINANCES LOCALES DE 2014 A 2017

La situation financière des collectivités locales sur la période 2014-2017 a été caractérisée par une amélioration des transferts, notamment ceux sur budget national. Ainsi, les transferts des communes sont passés de 31,3 milliards FCFA en 2014 à 41,5 milliards FCFA en 2017.

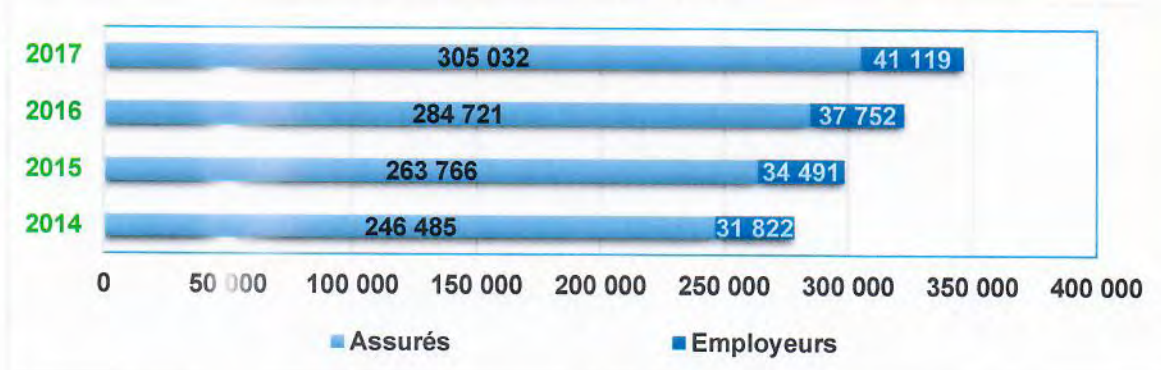
Du côté des dépenses, elles connaîtraient une légère hausse de 2,9% pour s'afficher à 60,2 milliards FCFA en 2016 contre 58,5 milliards FCFA en 2014. En 2017, les dépenses devraient connaître une augmentation de 17,4% pour s'établir à 70,7 milliards FCFA.

V. SITUATION DE LA SECURITE SOCIALE DE 2014 A 2017

La sécurité sociale au Bénin est gérée par deux entités distinctes : (i) la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), sous tutelle du Ministère en charge de la Fonction Publique et (ii) le Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB), sous tutelle du Ministère en charge des Finances.

L'effectif des **assurés** (travailleurs) affiliés à la CNSS est passé de 246 485 en 2014 à 284 121 en 2016, soit un accroissement de 15,3%. De même, l'évolution des **employeurs** affiliés à la CNSS a enregistré une hausse de 18,6% entre 2014 et 2016, passant de 31 822 à 37 752. En 2017⁶, l'effectif des employeurs immatriculés connaîtrait un accroissement de 8,9% pour atteindre 41 119 employeurs. Du côté des assurés, l'effectif s'afficherait à 305 032 travailleurs, enregistrant ainsi une progression de 7,4%.

Graphique 7 : Evolution des effectifs des assurés et des employeurs affiliés à la CNSS de 2014 à 2017



Source : CNSS, mars 2017

⁶ Les données de 2017 sont estimées à la date du 17 février 2017

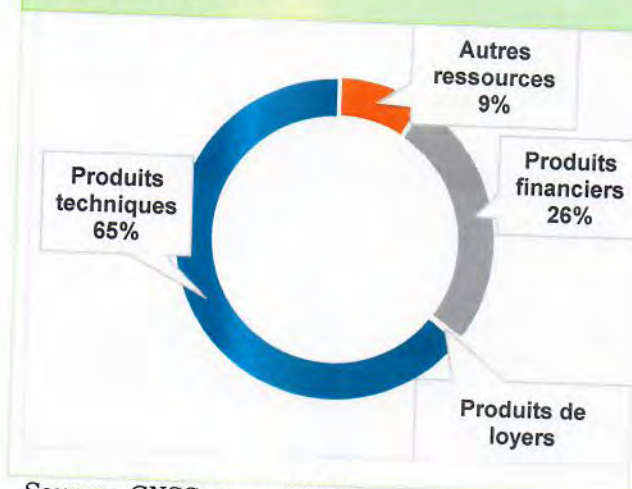
Partie 1 : Situation Economique et Financière sur la période 2014-2017

Sur la période sous revue, les ressources de la CNSS ont été dominées par les produits techniques (64,6%) tandis que les charges ont été également tirées par les charges techniques (52,5%).

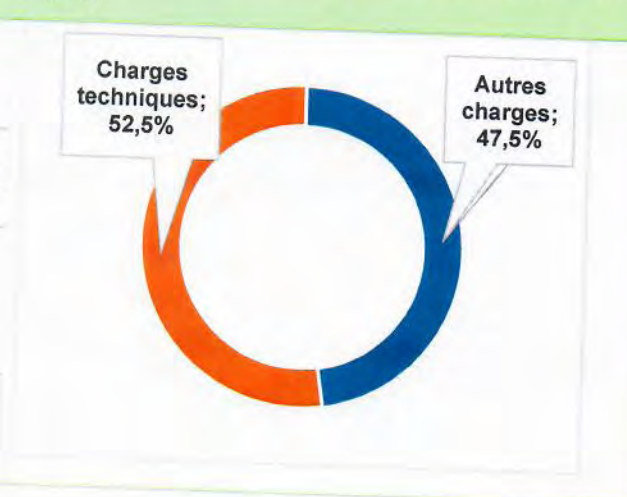
Les produits de la CNSS sont passés de 97,4 milliards FCFA en 2014 à 99,5 milliards FCFA en 2016, soit une hausse de 2,1%, tirée par les produits techniques et les produits financiers.

En 2017, les projections tablent sur environ 102,8 milliards FCFA, en hausse de 3,4% par rapport à 2016 et s'expliquent par des efforts de recouvrement des cotisations sociales et un accroissement envisagé des revenus des placements financiers.

Graphique 8 : Part contributive moyenne des différents produits de la CNSS, 2014-2016



Graphique 9 : Part contributive moyenne des différentes charges de la CNSS, 2014-2016



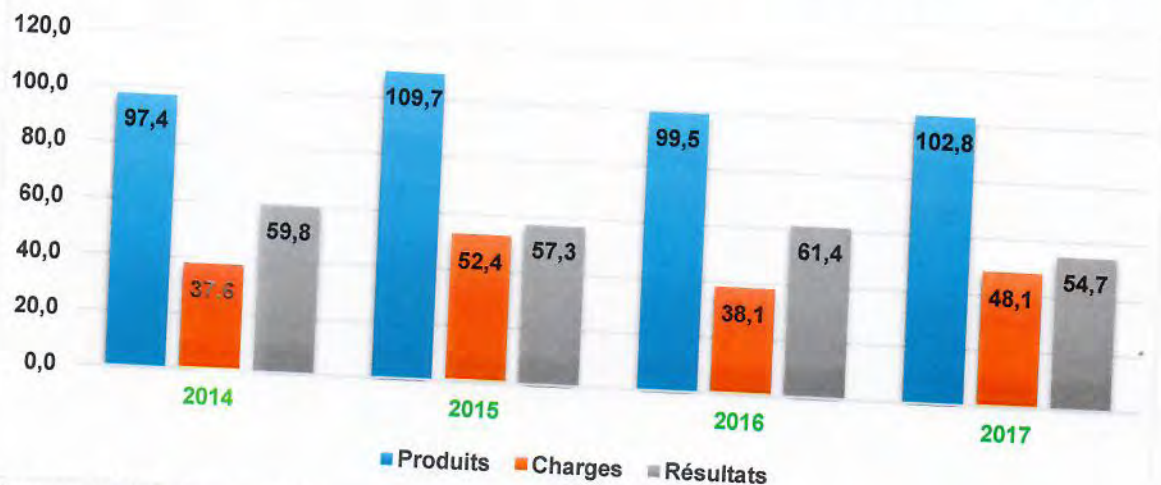
Source : CNSS, mars 2017

Pour ce qui concerne les charges, elles devraient s'établir à 48,1 milliards FCFA en 2017 contre 38,1 milliards en 2016, soit une hausse de 26,2%, induite par l'accroissement des charges techniques⁷.

De l'évolution des produits et charges de la CNSS, il se dégage sur la période 2014-2016 des résultats excédentaires avec une moyenne annuelle d'environ 59,5 milliards FCFA.

⁷ Les charges techniques sont constituées des pensions, des allocations familiales et indemnités liées aux risques professionnels.

Graphique 10 : Evolution des produits et charges de la CNSS de 2014 à 2017

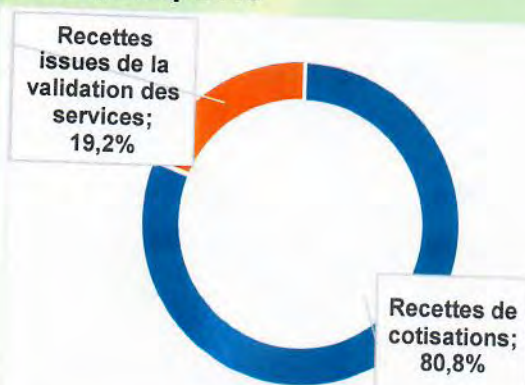


Source : CNSS, février 2017

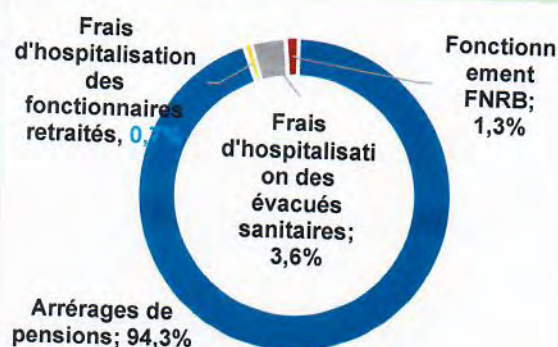
En ce qui concerne le FNRB, les recettes⁸ sont passées de 23,0 milliards FCFA en 2014 à 26,1 milliards en 2015 et à 23,8 milliards FCFA en 2016, tirées par les cotisations prélevées sur les salaires qui sont prédominantes dans les recettes du FNRB. Pour 2017, les prévisions de recettes du FNRB s'établissent à 25,4 milliards FCFA.

S'agissant des dépenses, elles sont composées : (i) des arrérages⁹ de pensions, (ii) des dépenses de soins, d'hospitalisation des pensionnés, (iii) des dépenses d'évacuation sanitaire et (iv) des dépenses de fonctionnement.

Graphique 12 : Part contributive moyenne des différentes recettes du FNRB, 2014-2016



Graphique 11 : Part contributive moyenne des différentes dépenses du FNRB, 2014-2016



Source : FNRB, mars 2017

⁸ Il s'agit des cotisations prélevées sur les salaires et les validations de services.

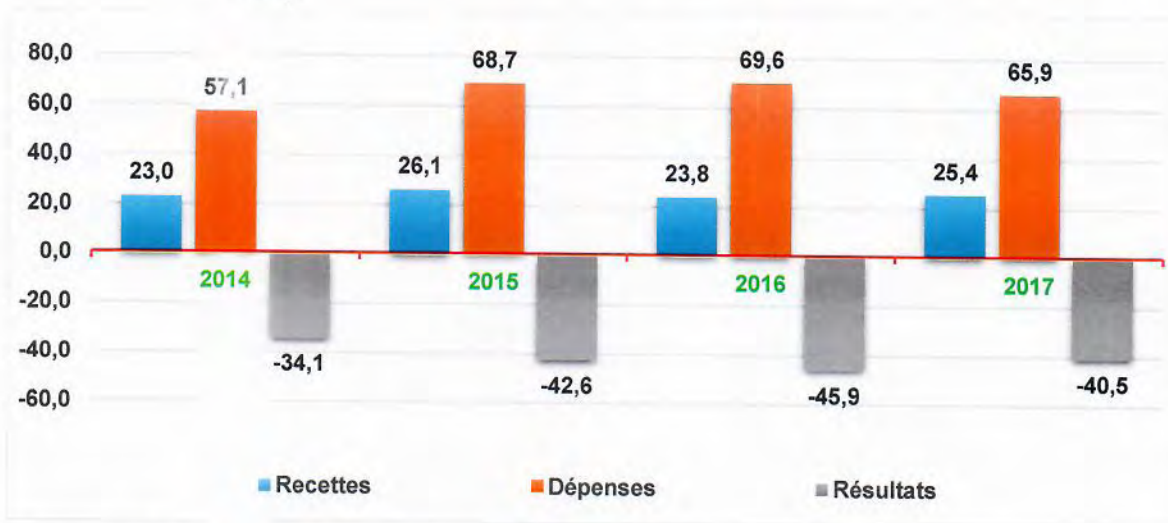
⁹ Somme d'argent versée périodiquement à un créancier et résultant d'une rente ou d'une pension.

Partie 1 : Situation Economique et Financière sur la période 2014-2017

Globalement, les dépenses du FNRB sont passées de 57,1 milliards FCFA en 2014 à 69,6 milliards FCFA en 2016, soit une augmentation de 21,9% par rapport à 2014, en liaison avec les départs massifs à la retraite enregistrés ces dernières années. Pour 2017, les prévisions de dépenses du FNRB sont établies à 65,8 milliards FCFA, induisant une baisse de 5,4% comparativement à 2016.

De l'évolution des recettes et dépenses du FNRB, il se dégage sur la période 2014-2017, des résultats déficitaires, avec une moyenne annuelle de 40,8 milliards FCFA.

Graphique 13 : Evolution des recettes et dépenses du FNRB de 2014 à 2017



Source : DPRV/DGB, mars 2017

PARTIE 2 : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES 2018-2020

Cette partie présente les orientations économiques du budget de l'Etat, gestion 2018, avant d'aborder les perspectives économiques et financières 2018-2020.

CHAPITRE I : PERSPECTIVES DE CROISSANCE AU BENIN 2018-2020

I. ORIENTATIONS ECONOMIQUES DU BUDGET DE L'ETAT 2018

Les grandes orientations de la politique économique sur la période 2018-2020 s'inscrivent dans la droite ligne du Programme d'Actions du Gouvernement 2016-2021 dénommé « **Bénin Révélé** ». Ce programme découle d'un diagnostic complet, aussi bien institutionnel, économique que social, qui internalise les aspirations du plan décennal 2013-2023 de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Il est orienté vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et prend en considération les conclusions et recommandations de l'Accord de Paris sur les changements climatiques (CoP21).

La vision du Gouvernement, à travers ce programme, est de « **Relancer de façon durable le développement économique et social du Bénin** » de manière à établir un cadre plus propice à l'éclosion des talents et du dynamisme des Béninois.

De façon spécifique, le Programme repose sur trois (03) piliers, à savoir : (i) la **Consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance**, (ii) **l'engagement de la transformation structurelle de l'économie** et (iii) **l'amélioration des conditions de vie des populations**.

Ces piliers sont déclinés en sept (07) axes stratégiques qui sont opérationnalisés à travers 77 réformes, environ 300 projets dont 45 phares (voir détail en **annexe 5**).

A travers ce programme l'Etat vise, d'une part, à renforcer la résilience de l'économie aux chocs exogènes et, d'autre part, à accélérer durablement le taux de croissance afin de parvenir à terme à une amélioration significative des conditions de vie des populations.

Pour y parvenir et insuffler une dynamique nouvelle à l'économie, l'option retenue est l'investissement massif. Cette politique permettra de soutenir l'activité économique présente tout en préparant sa compétitivité future.

Ces investissements seront accompagnés d'un ensemble de réformes institutionnelles afin d'optimiser leurs effets sur l'économie et mettre en place une gouvernance renforcée et un cadre démocratique plus équilibré.

Afin de maximiser les chances de succès de son Programme d'Actions, le Gouvernement a sollicité et obtenu l'appui du Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre d'un accord de trois ans (2017-2019) au titre de la Facilité Elargie de Crédit.

Ainsi, après la tranche 2017 qui est celle de la mise en route des différents projets, la tranche 2018 connaîtra l'intensification de la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement **avec un accent marqué sur le Partenariat Public-Privé comme un important levier de réalisation des grands projets d'infrastructures.**

II. CADRAGE MACROÉCONOMIQUE À MOYEN TERME 2018-2020

Les perspectives économiques mondiales indiquent une accélération de l'activité en 2018. En effet, le taux de croissance de l'économie mondiale devrait passer progressivement de 3,1% en 2016 à 3,5% en 2017 et 3,6% en 2018. Dans les pays avancés, bien qu'entaché d'incertitudes en raison des changements que pourraient apporter la politique économique américaine après l'installation d'une nouvelle administration, le taux de croissance a été révisé à la hausse et atteindrait 2,0% en 2018. Pour les pays émergents et en développement, les perspectives sont également favorables avec un taux de croissance qui s'afficherait à 4,8% en 2018 contre 4,5% en 2017. Au Nigéria, l'économie amorcerait une reprise progressive. Elle retrouverait à nouveau une croissance positive dont le taux se fixerait respectivement à 0,8% en 2017 et 1,9% en 2018.

Sur la base de l'évolution probable de la conjoncture aux plans international et sous régional, et en tenant compte de l'évolution prévisible de l'économie sur la période 2018-2020, plusieurs sentiers de croissance sont envisageables. Ils se présentent ainsi qu'il suit :

a. Scénario de référence

Le scénario de référence affiche de la prudence dans les prévisions de croissance. Il est conforme au Programme Economique et Financier convenu avec le Fonds Monétaire International et prend en considération les différentes incertitudes auxquelles est soumise l'économie dont, entre autres, l'évolution du cours des matières premières sur le marché international, les aléas climatiques, une célérité moins que prévue dans la mise en œuvre des différentes réformes économiques, etc. Ces incertitudes sont abordées plus en détail au point III.

Dans ce scénario de référence, le taux de croissance de l'économie devrait s'afficher à 6,0% en 2018 et s'accélérer progressivement pour atteindre 6,7% à l'horizon 2020.

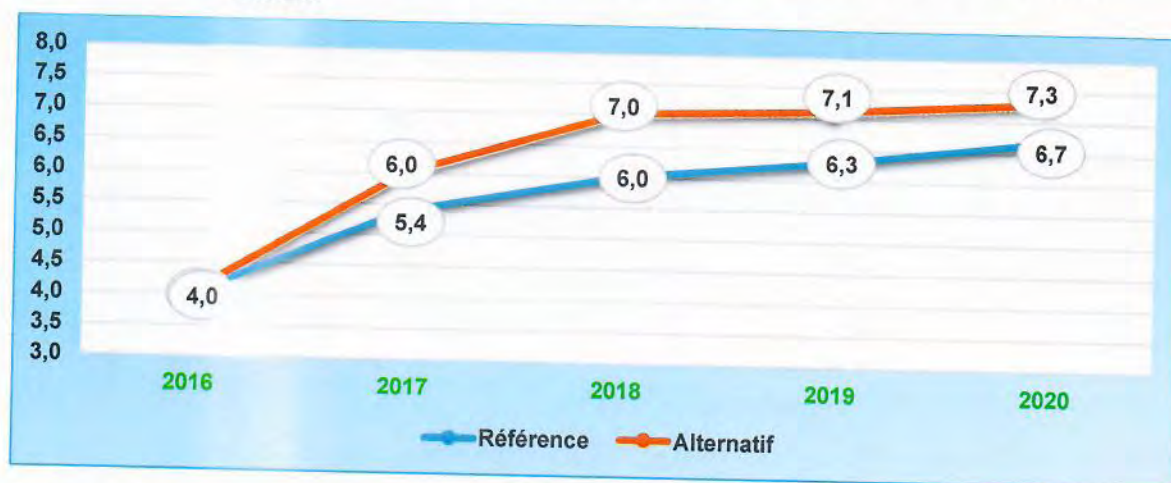
b. Scénario alternatif

Le scénario alternatif considère une issue favorable quant aux risques qui pèsent sur l'économie. Ainsi, ce scénario suppose une célérité satisfaisante dans la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement et de ses réformes économiques, une évolution favorable des cours des matières premières sur le marché international ainsi que des conditions climatiques avantageuses.

Dans ce scénario alternatif, le taux de croissance s'afficherait à 7,0% en 2018 et atteindrait 7,3% en 2020.

Les sentiers de croissance décrits par les deux scénarii sont présentés au graphique 14.

Graphique 14: Evolution du taux de croissance économique de 2016 à 2020



Source : DGAE, mars 2017

c. Facteurs de croissance en 2018 et à moyen terme

L'accélération attendue de la croissance économique en 2018 et à moyen terme serait principalement portée par l'intensification de la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement. Plus spécifiquement, la croissance serait soutenue par :

- l'amélioration de la production agricole, en lien avec l'extension des superficies cultivables, l'amélioration de la productivité et le développement des filières conventionnelles (riz, maïs, manioc) ainsi que celles de transformation et d'exportation (ananas, anacarde, produits maraichers) ;
- le renforcement de la production des alevins et des géniteurs de qualité ainsi que l'augmentation de la production de viande, de lait et d'œufs de table ;
- l'amélioration des activités de transformation (transformation artisanale, et semi-industrielle) en raison des tendances prévues dans le secteur agricole ;
- la bonne tenue du secteur manufacturier du fait de l'amélioration prévue de la conjoncture au Nigéria et de la poursuite de la hausse anticipée de la production de coton ;
- l'augmentation des capacités d'offre d'énergie électrique, en liaison avec la réhabilitation du réseau existant et les investissements en cours de réalisation par le deuxième compact du Millenium Challenge Account ;
- l'intensification des travaux de construction d'infrastructures socio-économiques (logements sociaux, routes, etc.) et d'assainissement des centres urbains ;
- la rénovation et la promotion du potentiel touristique national (Parcs Pendjari et W, Ganvié, arènes VODOUN, Tata Premium, Cité historique de Ouidah, Stations Balnéaires, etc.) ;
- le développement de l'économie numérique par, entre autres, un meilleur maillage de la fibre optique sur le territoire national ;
- la hausse du trafic au Port de Cotonou et ses effets induits sur les autres activités de service ;
- la poursuite de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Partie 2 : Perspectives Economiques et Financières 2018-2020

Les résultats du cadrage macroéconomique 2017-2020 et les hypothèses de base y afférentes (scénario de référence) sont résumés dans le tableau ci-après :

Tableau 5 : Principales hypothèses de base et résultats du cadrage macroéconomique 2018-2020

	2016	2017 B.N	2018	2019	2020
Hypothèses					
Cours du coton (\$/Kg)	1,64	1,70	1,73	1,77	1,80
Cours du pétrole (\$/baril)	56,9	60,8	65,0	65,0	65,0
Variations en %					
P.I.B. nominal	3,7	7,6	8,2	8,4	8,8
P.I.B. au prix de 2007	4,0	5,4	6,0	6,3	6,7
Recettes totales	-9,0	18,6	7,3	13,4	12,6
Dépenses totales	-12,6	53,8	-22,3	1,0	5,2
Ratios en % du P.I.B					
Taux d'investissement	24,5	44,3	27,4	26,3	26,9
Epargne Intérieur brut	16,1	29,5	19,6	18,9	20,6
Epargne Nationale	17,3	30,9	21,1	20,3	21,9
Solde Epargne - Investissement	-7,2	-13,4	-6,3	-6,1	-5,0
Recettes totales	14,7	15,6	16,0	16,8	17,4
Recettes fiscales	12,6	13,8	14,1	14,8	15,4
Recettes non fiscales	2,1	1,8	1,9	2,0	2,0
Dépenses totales (hors prêts nets)	21,4	29,5	21,9	20,4	21,4
Masse salariale	7,0	6,2	6,4	6,3	6,3
Investissement public	5,9	15,2	7,6	6,2	7,5
Contribution budgétaire à l'investissement	3,5	10,9	4,2	2,8	4,4
Solde primaire (définition étroite)	-3,0	-7,8	-0,7	1,7	0,8
Solde primaire (définition large)	-5,5	-12,0	-4,1	-1,7	-2,3
Déficit global (base ordonnancement, dons compris)	-6,2	-12,3	-4,0	-1,9	-2,4
Exportations	15,8	20,0	19,1	20,2	20,5
Importations	22,5	32,0	25,4	26,2	25,7
Balance commerciale	-6,7	-12,1	-6,3	-6,0	-5,2
Taux d'ouverture	38,3	52,0	44,5	46,4	46,2
Balance courante (- = déficit)	-7,2	-13,4	-6,3	-6,1	-5,0
Balance globale	-1,6	3,5	1,2	1,4	2,3

Source : DPC/DGAE/MEF, avril 2017

Ces perspectives se réaliseraient dans un environnement non inflationniste, avec un taux d'inflation qui ressortirait inférieur au plafond communautaire de 3,0% prévu par l'UEMOA.

III. ANALYSE DE RISQUES

Les perspectives économiques 2018-2020 sont sujettes à des incertitudes qui pourraient affecter leur réalisation. Elles concernent notamment : i) les aléas climatiques ; ii) l'évolution du cours du pétrole sur le marché des matières premières ; iii) la politique commerciale et de change du Nigéria.

Au Bénin, **les changements climatiques** constituent un risque constant pour l'économie, notamment dans le secteur de l'agriculture. Les effets des changements climatiques se manifestent, entre autres, par la récurrence des inondations, des poches de sécheresse, des retards dans l'arrivée des pluies, ou des mauvaises répartitions des pluies. Dans un contexte où l'agriculture, représentant environ 20% du PIB, dépend principalement de la pluviométrie, les effets des changements climatiques peuvent être considérables sur l'économie béninoise. Selon les simulations, une baisse de 10% de la production agricole par rapport aux prévisions provoquerait un repli de la croissance de l'ordre de 2 points de pourcentage. Fort heureusement, le Programme d'Actions du Gouvernement accorde une place de choix à la maîtrise de l'eau. Par exemple, l'action phare relative à la modernisation et au développement de l'exploitation responsable des ressources hydrologiques permet de renforcer la maîtrise de l'eau.

Sur le marché des matières premières, **l'évolution du cours du pétrole** fait l'objet d'une grande attention. Le cours de l'or noir a connu un effondrement sur les trois dernières années pour s'établir à 42,9\$/baril en septembre 2016 contre 112 \$/baril en mars 2013. Pour 2017 et 2018, les perspectives sont plutôt favorables, en raison notamment, de l'accord de limitation de la production conclu par les pays membres de l'OPEP et plusieurs autres pays exportateurs de pétrole. Ainsi, la Banque Mondiale table sur un cours moyen de pétrole de 55 \$/baril¹⁰. Cependant, une évolution défavorable des cours affecterait la croissance économique et l'inflation.

En raison de l'étroitesse des **relations commerciales entre le Bénin et le Nigéria**, ce dernier se positionne comme l'une des principales sources des chocs

¹⁰ PINK SHEET, janvier 2017

exogènes qui affectent le Bénin. L'histoire économique du Bénin retient plusieurs décisions nigérianes fortement ressenties au Bénin. Les dernières concernent notamment : i) les restrictions à l'importation au Nigéria d'une liste de quarante-et-un (41) produits dont plusieurs transitent par le Bénin et qui ont causé une baisse significative des importations du Bénin en 2015 ; ii) la décision de politique monétaire du Nigéria du 20 juin 2016 ayant consacré la dépréciation du naira ; iii) l'interdiction d'importation de véhicules par voie terrestre, heureusement rapportée, qui aurait pu rendre plus difficile l'exercice de cette activité au Bénin. La conduite de la politique commerciale du Nigéria et la situation économique même de ce pays, fortement dépendante du cours du pétrole, sont entourées d'une grande incertitude. Les simulations du FMI montrent qu'un repli de 1% de l'économie nigériane provoquerait un recul de la croissance béninoise de l'ordre de 0,3 point de croissance. Celles de la Direction Générale des Affaires Economiques révèlent qu'une baisse de 10% du cours du naira induirait une baisse de 1,03% de la production du secteur industriel.

Pour renforcer la résilience de l'économie à ces chocs exogènes, le Programme d'Actions du Gouvernement a prévu de multiplier les ressorts de l'économie en révélant les potentiels des secteurs encore sous-exploités comme le tourisme et la culture, le cadre de vie, les infrastructures, le numérique, l'énergie, etc.

A cet effet, la dynamique de mobilisation des ressources, internes et externes, ainsi que le rythme de mise en œuvre des réformes y relatives, sont déterminants pour optimiser l'impact du PAG sur l'économie. Pour faciliter la mobilisation des ressources, l'Etat mettra un accent marqué sur les niches de ressources existantes aux plans national et sous régional ainsi que les financements extérieurs disponibles aux meilleures conditions de coût, afin de mettre en œuvre efficacement son programme d'Actions.

CHAPITRE II : PERSPECTIVES FINANCIERES 2018-2020

Les perspectives financières portent respectivement sur les opérations financières de l'Etat, la situation financière des entreprises et offices publics, les finances locales et la sécurité sociale.

I. OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT POUR 2018-2020

Au regard du cadrage macroéconomique et de la stratégie de gestion des finances publiques, les recettes budgétaires devraient croître de 11,4% en moyenne annuelle sur la période 2018-2020 et les dépenses du budget, en lien avec la stratégie du Gouvernement de réduction progressive des dépenses au profit du partenariat public-privé, connaîtraient un accroissement moyen annuel de 0,8% sur la même période.

Il en découlerait un déficit budgétaire, dons compris, qui s'afficherait à 0,8% du PIB en 2020 à 2,4% du PIB contre 4,0% du PIB en 2018.

En termes de politique économique en matière de gestion des dépenses publiques, l'objectif du Gouvernement est de renforcer la qualité et l'efficacité des dépenses publiques de façon à améliorer leur effet accélérateur sur l'économie. Il s'agit pour l'Etat de veiller à : (i) renforcer la maîtrise des dépenses de fonctionnement ; (ii) orienter les dépenses d'investissement vers les projets et programmes, notamment phares et prioritaires inscrits au Programme d'Actions du Gouvernement ; (iii) améliorer le suivi des projets ; (iv) renforcer la transparence et la responsabilisation dans les marchés publics ; (v) encadrer les dépenses fiscales ; (iv) améliorer la coordination entre la politique économique, la politique budgétaire et la politique d'endettement afin d'améliorer l'efficacité et la maîtrise de la dette ; (v) procéder au remboursement régulier du service de la dette ; (vi) articuler les initiatives en matière de Partenariat Public Privé avec le budget de l'Etat.

Ainsi, les objectifs spécifiques à moyen terme du Gouvernement se présentent comme suit :

- porter progressivement le taux de pression fiscale de 13,8% en 2017 à 15,4% à l'horizon 2020 ;
- réduire progressivement le ratio masse salariale / recettes fiscales pour le ramener autour de 41% à l'horizon 2020 ;

- contenir le déficit budgétaire (dons compris) à moyen terme dans la limite communautaire des 3% du PIB.

Tableau 6 : Tableau d'équilibre prévisionnel du budget 2018-2020 (En millions FCFA)

	2018	2019	2020
RESSOURCES			
BUDGET GENERAL	1 027 100	1 144 200	1 278 294
Recettes Totales du Budget général	946 162	1 059 662	1 190 256
Budget annexe et autres budgets	34 200	37 800	41 300
Comptes d'affectation spéciale	46 738	46 738	46 738
CHARGES			
BUDGET GENERAL	1 328 600	1 340 900	1 523 000
Dépenses du Budget Général	1 206 604	1 218 304	1 285 604
Dont dépenses en capital	425 348	375 448	500 048
Budget annexe et autres budgets	75 258	75 858	76 658
Comptes d'affectation spéciale	46 738	46 738	46 738
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL	-301 500	-196 700	-244 706

Source : DGB, avril 2017.

Au niveau des recettes pour l'année 2018, le Gouvernement poursuivra le renforcement de la mobilisation des recettes budgétaires, notamment au plan intérieur, en vue de consolider la transition fiscale. A cet effet, le Gouvernement entend : (i) accélérer la croissance économique, réduire la vulnérabilité de l'économie aux chocs exogènes et améliorer le potentiel fiscal de l'économie ; (ii) déceler les niches de recettes et lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ; (iii) renforcer la modernisation des régies financières à travers l'informatisation, l'interconnexion de tous les services et la dématérialisation des procédures.

De façon générale, le Gouvernement retient une stratégie budgétaire orientée vers la réduction progressive du déficit budgétaire et l'amélioration des critères de convergence de l'UEMOA.

Au titre du Programme d'Investissement Public (PIP), pour la gestion 2018, le Gouvernement retient pour le PIP, une enveloppe qui s'élève à 425,3 milliards FCFA.

Tableau 7 : Ratios clés des finances publiques sur la période 2018-2020 (% du PIB sauf indication contraire)

	2018	2019	2020
	Proj	Proj	Proj
Recettes totales	16,0	16,8	17,4
Recettes fiscales	14,1	14,8	15,4
Recettes non fiscales	1,9	2,0	2,0
Dépenses totales	21,9	20,4	21,4
Masse salariale	6,4	6,3	6,3
Investissement public	7,6	6,2	7,5
Contribution budgétaire à l'investissement	4,2	2,8	4,4
Solde primaire (définition étroite)	-0,7	1,7	0,8
Solde global base ordonnancement, hors dons	-5,9	-3,6	-4,0
Solde budgétaire global, base ordonnancement, dons compris	-4,0	-1,9	-2,4
% des recettes fiscales			
Masse Salariale	45,3	42,8	41,1

Source : DGAE, avril 2017

II. SITUATION FINANCIERE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SUR LA PERIODE 2018-2020

En lien avec l'attention accordée par le Gouvernement aux entreprises publiques et aux offices d'Etat, leur situation financière devrait s'améliorer dans le temps, soutenue par les réformes envisagées par le Gouvernement. Ces réformes sont, entre autres, (i) l'instauration d'un dialogue périodique de gestion entre l'Etat et les équipes dirigeantes des entreprises publiques ; (ii) le développement d'une stratégie actionnariale orientée vers la fixation de dividendes spécifiques à chaque entreprise ; (iii) le renforcement du rôle de l'Etat actionnaire par la transmission et l'évaluation des lettres de mission aux directeurs généraux des entreprises publiques, et l'amélioration de l'implication de l'Etat dans la préparation et la tenue des Conseils d'Administration.

De même, les mesures déjà en cours seront renforcées. Elles concernent notamment l'élaboration de contrats d'objectifs entre les principales entreprises du portefeuille et l'Etat, l'encadrement et la professionnalisation de la fonction d'administrateur dans les entreprises publiques, le renforcement du contrôle interne budgétaire et comptable et la relecture des cadres légaux des entreprises et des offices d'Etat.

III. PERSPECTIVES DES FINANCES LOCALES SUR LA PERIODE 2018-2020

A moyen terme, les objectifs de la politique économique en ce qui concerne les collectivités locales se résument comme suit :

- atteindre les cibles prioritaires des Objectifs pour le Développement Durable (ODD) en mettant en œuvre des investissements devant améliorer les conditions d'accès des populations aux infrastructures et équipements sociaux de base (eau potable, santé, école, etc.) ;
- transférer d'ici 2021, 15% du Budget de l'Etat aux Communes pour leur permettre d'avoir les moyens nécessaires pour faire face aux charges induites par le transfert des compétences ;
- renforcer la capacité des communes à mobiliser des ressources au plan local ;
- mettre en place un dispositif conjoint de surveillance, Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), Ministère du Plan et du Développement (MPD) et Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL), pour amener les ministères sectoriels à transférer les compétences et les ressources nécessaires aux Communes en respect des dispositions de la loi 97-029 du 15 janvier 1999 portant organisation des communes en République du Bénin ;
- renforcer (i) l'assistance conseil des Services Déconcentrés de l'Etat aux Communes et (ii) les contrôles et audits par les corps de contrôle ;
- accompagner les Communes à mettre en place les mécanismes et outils appropriés pour tirer un meilleur profit des actions et investissements structurants entrant dans le cadre du PAG.

Sur cette base, il est attendu une amélioration progressive des recettes propres et des transferts des communes.

Du côté des dépenses, elles s'afficheraient autour de 75,1 milliards FCFA soutenues par les investissements.

Tableau 8 : Evolution des recettes et des dépenses totales des communes de 2017 à 2020 (en milliards FCFA)

Postes	2018	2019	2020	variation 2020/2018
Recettes totales dont :	80,9	85,2	90,1	11,4
Propres	25,9	28	30	15,8
Transferts ¹¹	55	57,2	60,1	9,3
Dépenses totales dont :	75,1	74,6	74,6	-0,7
Fonctionnement	35	33,5	33,5	-4,3
Investissement	40,1	41,1	41,1	2,5

Source : DGAE sur la base des données de la CONAFIL/ MDGL, février 2017

Il est attendu un accroissement des transferts du Gouvernement aux collectivités locales sur le triennal 2018-2020. Ces accroissements concernent aussi bien le Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC) affecté que celui non affecté, ainsi que tous les secteurs de l'économie.

IV. PERSPECTIVES EN MATIERE DE SECURITE SOCIALE SUR LA PERIODE 2018-2020

Les perspectives en matière de sécurité sociale au niveau de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale visent, entre autres, (i) la poursuite de l'identification et de la maîtrise des assujettis employeurs et travailleurs; (ii) la transférabilité des prestations grâce à la signature de plusieurs conventions de sécurité sociale et la mise en application des dispositions de l'article 105 du code de sécurité sociale qui institue une coordination entre le Fonds National des Retraites du Bénin et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ; (iii) la réalisation de l'étude actuarielle en vue d'analyser, à long terme, la viabilité financière des régimes de prestation en vigueur (âge d'admission à la retraite, taux de cotisation, risques professionnels, pensions, prestations familiales, etc.); (iv) l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de contrôle employeurs ; (v) l'amélioration du taux de recouvrement des cotisations ; (vi) la diversification des sources d'investissement à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan quinquennal d'investissement ; (vii) la dynamisation de la fonction précontentieuse par la mise en œuvre des stratégies de recouvrement des arriérés de cotisations ; (viii) la mise en œuvre du Projet de Modernisation du Système

¹¹ Ils comprennent les transferts affectés et non affectés qui sont retracés au niveau du CONAFIL, ainsi que les transferts qui proviennent directement des partenaires Financiers avec lesquels les communes sont en relation directe. Il faut ajouter à toutes ces ressources, les transferts fiscaux (TVA et TV) envoyés aux communes directement par les services de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique/MEF.

d'Information de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (PROMOSI-CNSS) qui permettra de réduire les délais de traitement des dossiers et d'offrir de nouveaux services pour la satisfaction totale des usagers-clients.

A ce titre, il est attendu sur la période 2018-2020 que le montant des produits de la CNSS passe de 105,5 milliards FCFA en 2018 à 119 milliards FCFA en 2020, enregistrant ainsi une hausse d'environ 12,8%.

Tableau 9 : Evolution prévisionnelle des produits et charges de la CNSS de 2018 à 2020

	2018	2019	2020
PRODUITS	105,5	108,3	119
CHARGES	48,2	50,5	55,6
RESULTAT (EXCEDENT)	57,3	57,8	63,4

Source : CNSS, mars 2017

Du côté des charges, elles devraient connaître un accroissement d'environ 15% pour se situer à 55,6 milliards FCFA en 2020, tirées par les charges techniques.

Sur la base de l'évolution des produits et des charges, le résultat ressortirait excédentaire sur toute la période sous revue autour de 59,5 milliards FCFA.

Au niveau du FNRB, la mise en exécution de la loi n°2015-19 du 16 août 2016 modifiant et complétant la loi 86-014 du 26 septembre 1986 portant code des pensions civiles et militaires de retraite impliquerait une amélioration sensible des recettes et une réduction du déficit. Les principaux paramètres devant affecter les recettes du FNRB sont les suivants :

- l'entrée en vigueur de la hausse du taux de cotisation qui passe de 20% à 25% ;
- l'affiliation des agents contractuels de l'Etat au régime de retraite du FNRB.

L'application de cette mesure entraine une augmentation annuelle des cotisations estimées à 15,7 milliards FCFA et une stabilisation des dépenses de pensions sur la période, due au ralentissement des départs à la retraite induit par l'application de la loi.

Ainsi, les projections de dépenses du FNRB passeraient de 66,2 milliards en 2018 à 67,5 milliards en 2020, soit une augmentation de 1,9% contre 22,1% sur la période 2014-2016.

Partie 2 : Perspectives Economiques et Financières 2018-2020

Les projections de recettes s'établissent en 2018 à 40,4 milliards contre une prévision de 25,4 milliards FCFA en 2017, soit une augmentation de 59,0%.

Ainsi, de l'évolution des projections de recettes et de dépenses sur la période 2018-2020, il se dégage un déficit moyen de 26,6 milliards, en baisse de 35,6% par rapport au déficit de la période 2014-2016.

Toutefois, l'atteinte des objectifs ainsi projetés sera subordonnée au paramétrage des systèmes (SUNKWE et GESTOR) et l'affiliation effective des Agents Contractuels de l'Etat au FNRB tel que le dispose la loi 2015-019 du 16 août 2016.

Graphique 15 : Evolution des recettes et dépenses du FNRB sur la période 2017-2019



Source : DPRV/DGB, mars 2017

Par ailleurs, en plus des mécanismes existants, l'Etat mettra en œuvre le Projet Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH). Une présentation de ce projet est faite dans l'encadré ci-après.

Encadré : Le Projet Assurance pour le Renforcement du Capital Humain

Le projet ARCH vise à accroître la capacité et l'accès aux services sociaux de base ainsi qu'aux opportunités économiques de façon durable et équitable aux béninois, notamment les plus démunis. Il couvre les domaines relatifs à l'assurance maladie, à la formation, au crédit et à l'assurance retraite.

Le projet s'inscrit dans la volonté du Gouvernement d'offrir un paquet minimum de services sociaux de base aux plus démunis. Il se fonde sur l'hypothèse que l'offre intégrée de services d'assurance maladie, de formation, de crédit et de retraite complétés par les filets de sécurité sociale à la population béninoise, notamment les plus démunis, est l'un des moyens efficaces pour opérationnaliser le document de politique holistique de la protection sociale.

En effet, l'assurance maladie améliore l'accès financier aux services de santé en cas de besoin pour les populations, notamment les plus démunis. Les formations continues augmentent le niveau de compétence des bénéficiaires, accroissent leur productivité et donc la capacité des pauvres à gagner des revenus et à s'insérer de façon efficace dans l'appareil de production du pays. En réduisant la contrainte financière à laquelle le secteur informel fait face, on assistera au développement du niveau des activités de ce secteur qui pourra progressivement se formaliser. Enfin, la souscription d'une assurance retraite limite les risques à long terme de manque de revenu minimum de survie et réduirait à terme le taux de pauvreté des adultes. Donc, offrir un paquet de services à chaque bénéficiaire, limite considérablement le risque de demeurer dans la pauvreté grâce à l'effet multiplicateur de la combinaison des quatre services.

De façon spécifique, les bénéficiaires de ARCH seront toute la population non couverte actuellement par un dispositif d'assurance maladie, en particulier les pauvres extrêmes et les pauvres non extrêmes pour les services d'assurance maladie, les acteurs démunis du secteur informel pour les services de formation et les services de crédit et les acteurs du secteur informel pour les services d'assurance retraite.

Le projet est subdivisé en trois (03) composantes : (i) Système d'information et de gestion ; ii) Fourniture des services ; iii) Coordination suivi et évaluation et renforcement des capacités institutionnelles.

Le coût total du projet est de 313,3 milliards FCFA sur la période 2017-2021. Le financement du projet sera assuré par les ressources propres de l'Etat et la contribution des Partenaires Techniques et Financiers. De même, les ressources dégagées par les mécanismes de financement durable retenus (redevance spectrale, taxe de solidarité et taxes sur le RAMU) seront aussi partiellement sollicitées.

V. STRATEGIE D'ENDETTEMENT SUR LA PERIODE 2018-2020

Conformément aux prescriptions du Règlement n°09/2007/CM/UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique, adopté le 04 juillet 2007 par les Etats membres de l'UEMOA, le Bénin élabore chaque année un document de stratégie d'endettement public qui est annexé à la loi de finances. Cette stratégie concerne aussi bien la dette extérieure que celle intérieure.

De façon générale, la stratégie d'endettement sur la période 2018-2020 sera orientée vers une réduction du coût de la dette et une atténuation des risques y relatives, notamment ceux de refinancement et de taux de change.

Ainsi, au niveau du financement extérieur, la stratégie prévoit : i) un recours prioritaire aux ressources concessionnelles avec une préférence marquée pour les prêts multilatéraux hautement concessionnels ; ii) une préférence pour les emprunts extérieurs libellés en euro afin de réduire le risque de change ; iii) un recours prudent aux bailleurs de fonds non traditionnels pour le financement de projets hautement rentables.

Au plan intérieur, la stratégie est liée au développement du marché domestique et à l'orientation des émissions vers des titres de longue maturité (10 ans) au détriment des bons du trésor afin de réduire le risque de refinancement et atténuer la pression exercée par le service de la dette sur les caisses de l'Etat.

CONCLUSION

La situation économique mondiale sur les trois dernières années est marquée, entre autres, par la chute du cours du pétrole et l'intensification des tensions géopolitiques, ramenant la croissance à un rythme modéré de 3,1% en 2016 contre 3,2% en 2015 et 3,4% en 2014.

Au plan national, l'activité économique a connu en 2016 les répercussions défavorables de la morosité économique au Nigéria. Toutefois, la bonne performance du secteur agricole permettrait de soutenir l'économie. Ainsi, le taux de croissance économique s'afficherait à 4,0%, en ligne avec la moyenne sur les trois dernières années. Pour l'année 2017, en tenant compte de l'évolution prévisible de l'économie, le taux de croissance devrait s'établir à 5,4%.

S'agissant des finances publiques, elles ont été marquées par une baisse des recettes et un léger accroissement des dépenses sur la période 2014-2016. Il s'en est suivi un déficit budgétaire, hors dons, ressorti à 8,6% du PIB en 2015 et 6,7% du PIB en 2016 contre 2,8% en 2014. Ce déficit est financé par des dons, des prêts et des émissions de titres publics sur le marché financier régional. En pourcentage du PIB, la dette publique ressort à 49,5% en 2016 contre 30,5% en 2014, maintenant le ratio en-dessous de la norme communautaire de 70%.

L'orientation économique pour la période 2018-2020 s'inscrit dans le cadre d'orientation du Programme d'Actions du Gouvernement dont l'objectif global, pour le quinquennat 2017-2021, est de « **Relancer de façon durable le développement économique et social du Bénin** ». Dans ce cadre et en tenant compte de l'évolution de la conjoncture aux plans national, régional et international, le taux de croissance s'afficherait à 6,0% en 2018 et atteindrait 6,7% en 2020. Le taux d'inflation ressortirait en dessous de la norme communautaire de 3,0% retenue par l'UEMOA. Le déficit budgétaire, dons compris, serait contenu à 4,0% du PIB et la stratégie d'endettement sera orientée vers le maintien de la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.